

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS

Chemin Moulin Premier
84800 L'isle-Sur-La-Sorgue

Références : D-00156-2025/LRAR N°1A 214 953 2446 4
Code AIOT : 0006400503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS, implanté Chemin Moulin Premier - 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit notamment dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes, de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques, ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS
- Chemin Moulin Premier - 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue

- Code AIOT : 0006400503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROUSSELOT exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de gélatine, sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84800).

Les activités exercées relèvent notamment de l'autorisation au titre de la rubrique 3642-1 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2 de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Registre MCP	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Objectifs généraux	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 2.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Stockage	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 8.2.6.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 6.2.2		
7	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	/	Sans objet
8	Expression des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	/	Sans objet
9	VLE Chaudières jusqu'au 31/12/2024	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	/	Sans objet
10	VLE Chaudières à compter du 01/01/2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III	/	Sans objet
11	Conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10	/	Sans objet
12	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	/	Sans objet
13	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V	/	Sans objet
14	Évaluation de la conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI	/	Sans objet
15	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	/	Sans objet
16	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	/	Sans objet
17	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suites données à la précédente visite d'inspection (29/03/2024) sont satisfaisantes, sauf en ce qui concerne le plan de défense incendie. Par conséquent, l'Inspection propose au Préfet de Vaucluse de mettre en demeure la société ROUSSELOT, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement.

Concernant l'action nationale de contrôle relative aux installations moyennes de combustion, l'Inspection a constaté le respect des dispositions réglementaires contrôlées, à l'exception de celle relative à l'obligation de transmission des données relatives aux caractéristiques techniques des installations de combustion. Une action corrective est attendue sous un mois au plus tard par rapport à cet écart réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Objectifs généraux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Objectifs généraux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la réception de la lettre de suite
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>[...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</p>
Constats : <p>A l'issue de la visite d'inspection du 29/03/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser des actions correctives par rapport à la collecte des eaux de ruissellement sur la dalle béton accueillant les boues déshydratées et à la présence de boues sur une aire non revêtue située entre l'aire de stockage et les filtres-presses mobiles. L'exploitant s'était engagé à réaliser les travaux d'étanchéification nécessaires. Ceux-ci ont été réalisés sur le mois de mai 2024. L'exploitant a adressé à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bon de commande des travaux, par courriel du 22/05/2024 ; • les photographies des travaux réalisés, par courriels du 27/05/2024 et du 31/05/2024 ; • la facture des travaux réalisés, par courriel du 12/07/2024. <p>NB : Le nouveau bâtiment de filtration, accueillant deux nouveaux filtres-presses ainsi que l'aire de stockage et de chargement des boues déshydratées, a été mis en service courant de l'automne 2024. Par conséquent, il n'y a plus de filtration et de stockage de boues en extérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la réception de la lettre de suite
Prescription contrôlée : <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
Constats : <p>À l'issue de la visite d'inspection du 29/03/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de lui fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">• le justificatif concernant la disponibilité effective des débits des poteaux incendies (PI) internes ;• le calendrier relatif à la révision trentennale du dispositif de sprinklage équipant le magasin gélatine (entrepôt 1510). <p>En séance, l'exploitant a présenté les résultats des mesures de débit, réalisées par la société MADIS le 19/08/2024. Les 15 PI présentent tous un débit normalisé (à 1 bar) supérieur à 60 m³/h (débit variant de 70 à 150 m³/h). Quatre mesures en simultané (quatre couples de PI) ont également été réalisées (couples de PI définis avec le SDIS 84). Les mesures sont conformes : le débit normalisé de 60 m³/h est atteint sur chacun des PI ; les débits en simultané mesurés varient entre 175 et 195 m³/h. Il conviendra de tester, annuellement, différents couples de PI.</p> <p>Concernant la révision trentennale du dispositif de sprinklage, l'exploitant indique que l'étude préalable a été réalisée. Les référentiels APSAD R1 et NFPA 13 (exigé par l'assureur) ont été retenus ; les exigences non communes aux deux référentiels sont prises en compte dans l'étude pour répondre aux obligations de chaque référentiel dans la réalisation finale. Les devis sont actuellement en cours de consolidation ; la demande d'investissement (évalué à ce stade à</p>

environ 500 keuros) sera faite courant du 2ème trimestre 2025. L'enclenchement des travaux est prévu fin 2025 - début 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 8.2.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôt

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la réception de la lettre de suite

Prescription contrôlée :

Les marchandises entreposées en vrac (sac, palette, etc) forment des blocs limités de la façon suivante :

- surface maximale des blocs au sol : 250 à 1 000 m² suivant la nature des marchandises entreposées ;
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres ;
- espace entre blocs et parois et entre blocs et éléments de structure : 0,80 mètres ;
- chaque ensemble de quatre blocs est séparé des autres blocs par des allées de 2 mètres ;
- un espace minimal de 0,80 m est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs, cette distance est à adapter en cas d'installation d'extinction automatique d'incendie.

Toutefois, dans le cas d'un stockage par palletier, ces conditions ne sont pas applicables.

Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, point 9

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum

Constats :

À l'issue de la visite d'inspection du 29/03/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de se conformer aux règles de stockage applicables au stockage vrac dans le magasin gélatine et dans le local palettes sous un mois, à savoir :

- un stockage en îlots d'une superficie maximale de 500 m² ;
- des îlots distants des éléments de structure de 80 cm.

En séance, l'exploitant indique que :

- le stockage au sein du local palettes est désormais conforme (vu sur le terrain par l'Inspection : mise en place d'une barre métallique horizontale au sol à 80 cm des murs du local afin d'empêcher tout stockage à moins de 80 cm des murs) ;

- le stockage vrac au sein de la partie expédition du magasin gélatine demeure non conforme. L'exploitant indique qu'il n'a pu se conformer aux règles susvisées d'ilotage compte tenu des éléments conjoncturels suivants :
 - la société a connu une baisse significative des ventes au premier semestre 2024. Le prévisionnel des ventes sur le second semestre étant positif, un rythme soutenu de production a été maintenu. Finalement, les ventes sur le 2^e semestre 2024 ont été meilleures que le 1^{er} semestre, mais moins importantes que prévu. Par conséquent, les volumes de produits finis stockés dans le magasin sont importants (faibles ventes en janvier 2025 également) et n'ont pas permis de respecter le plan de stockage projeté à l'issue de l'inspection du 29/03/2024 ;
 - les exigences de nouveaux clients en termes de conditionnement (palette de 500 kg au lieu de 1 000 kg) augmentent l'emprise au sol des stockages de produits finis.

Par courriel du 14/03/2025, l'exploitant s'engage à respecter les règles de stockage au sein de la partie « expéditions » du magasin gélatines, au plus tard le 30 juin 2025.

Par courriels du 25/04/2025, l'exploitant indique que le stockage a été mis en conformité ; il adresse des photographies pour justifier des actions correctrices prises.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 2 mois à compter de la réception de la lettre de suite

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

À l'issue de la visite d'inspection du 29/03/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant d'établir le plan de défense incendie, dans un délai de deux mois.

Par courriel du 12/07/2024, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que : « L'ensemble des points qui composent le plan défense incendie, listés dans votre courrier, sont présents dans notre plan d'intervention interne accompagné des fiches réflexes mentionnées. Ces documents sont communiqués au SDIS 84. C'est à partir de ceux-ci que nous réalisons, en principe deux fois par an, des exercices pratiques sur site en partenariat avec le SDIS. Le dernier en date a eu lieu le 20 mars 2024. La mise en forme de ce document avec un titre spécifique « défense incendie » sera réalisé dans le courant de l'été et communiqué au SDIS comme demandé. »

En séance, l'exploitant ne dispose pas du plan de défense incendie et rappelle qu'il dispose de l'ensemble des informations prévues dans le plan de défense incendie, mais celui-ci n'a pas été formalisé. L'Inspection rappelle que le plan de défense incendie et les informations qu'il contient sont relatifs uniquement à l'entrepôt 1510.

Par courriel du 14/03/2025, l'exploitant a adressé à l'Inspection le plan de défense incendie. Ce

dernier ne répond pas aux prescriptions susvisées de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 : le document n'est pas centralisé sur l'entrepôt 1510 et ne comprend pas l'ensemble des informations prévues par le point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 3 mois à compter de la réception de la lettre de suite
Prescription contrôlée : <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : <i>[tableau non reproduit]</i></p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1., dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Une mesure du niveau sonore et des émergences sera réalisée par un organisme qualifié après accord de l'inspection des installations classées, dans un délai de six mois suivant la mise en fonctionnement de la station dépuration interne. Par la suite, cette mesure doit être réalisée tous les cinq ans.</p>
Constats : <p>À l'issue de la visite d'inspection du 29/03/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de s'assurer de l'efficacité des travaux réalisés au niveau de la STEP (<i>mise en place de caissons acoustiques sur les deux pompes de recirculation des boues au niveau du décanteur, à l'origine des nuisances sonores ressenties par les habitants de la résidence des Capucines</i>), en effectuant une nouvelle campagne de mesures de bruit, dans un délai de trois mois (<i>pour mémoire, la campagne réalisée avant les travaux en octobre 2023 montrait une conformité des niveaux sonores en limite de propriété, mais un dépassement des émergences nuit et jour dans la résidence des Capucines</i>).</p> <p>Les mesures ont été réalisées mi-juillet 2024, et le rapport de résultats a été transmis à l'Inspection par courriel du 14/08/2024. Ce dernier indique en conclusions :</p> <p>« Les mesures montrent que les niveaux sonores en limite de propriété sont conformes à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux émissions sonores par les ICPE.</p> <p>Les mesures montrent que l'émergence globale diurne (07h-22h) du site en zone ouest est conforme à ce même arrêté.</p> <p>Les mesures montrent que l'émergence globale nocturne (22h-07h) dans cette zone est conforme en considérant l'incertitude de mesure de +/- 1 dB.</p> <p>Aucune tonalité marquée n'a été détectée. »</p>

L'exploitant indique de plus que la mise en service du nouveau bâtiment de filtration des boues, permettant de réaliser à l'intérieur les activités de filtration des boues, de stockage et de chargement des boues déshydratées, devrait encore contribuer à l'atténuation des niveaux sonores perçues par les riverains de la résidence des Capucines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1900, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration de l'installation de combustion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalisera la déclaration dans un délai d'un mois au plus tard, et transmettra à l'Inspection, dans ce même délai, le numéro affecté à sa télédéclaration en guise de justificatif. Les dispositions relatives au recueil des données figurent sur le site internet suivant : https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A
Prescription contrôlée : Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.
Constats : L'AP du 22/04/2009 modifié précise que l'installation de combustion est composée de : <ul style="list-style-type: none"> • une chaudière alimentée au gaz naturel, mise en service en 2001, d'une puissance nominale de 13,62 MW ; • un four de séchage alimenté au gaz naturel, mise en service en 1976, d'une puissance de 1,2 MW. L'exploitant indique que les appareils de combustion n'ont pas subi de modifications notables.
Les points de contrôle suivants concernent uniquement la chaudière GN. Par courriel du 14/03/2025, l'exploitant a adressé à l'Inspection la photo de la plaque constructeur de la chaudière ; l'année de fabrication (2000) est cohérente avec la date de mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Expression des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection les trois derniers rapports de contrôles réglementaires des rejets atmosphérique de la chaudière GN, réalisés par la société APAVE - agence de Marseille : <ul style="list-style-type: none">• Rapport n°134770389-001-1, en date du 26/02/2025 ;• Rapport n°100059365-001, en date du 16/03/2023 ;• Rapport n°11865454-001-1, en date du 22/02/2021. Les concentrations sont correctement exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec, et rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 %.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE Chaudières jusqu'au 31/12/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes - Ptotale > 5 MW>500h/an - Jusqu'au 31/12/2024
Prescription contrôlée : I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; [...] Polluants SO ₂ (mg/Nm ³) NO _x (mg/Nm ³) Poussières (mg/Nm ³) Biomasse solide : 225/ 525 (5)/ 50 Autres combustibles solides: 1 100 / 550 (10) / 50 Fioul domestique : - / 150 (8) (12) / - Fioul Lourd : P < 10 MW : 1 700/ 550 (9) / 50 (11) P ≥ 10 MW : 1 700/ 450 (1) (4) (9) / 50 (11) Autres combustibles liquides P < 10 MW : 850 / 550 / 50 P ≥ 10 MW : 850 / 450 / 50

<p>Gaz naturel, Biométhane P < 10 MW :- / 100 (2) (8) /- P ≥ 10 MW : - / 100 (3) (6) (7) (13)/ - Gaz de pétrole liquéfiés : 5 / 150 (8) / - Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³) (1) Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NOx : 550 (2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.NOx : 150 (3) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NOx : 150 (4) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.NOx : 500 (5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014.NOx : 750 (6) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.NOx : 225 (7) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NOx : 150 (8) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NOx : 225 (9) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NOx : 600 (10) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.NOx : 825 (11) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement. Poussières : 100 (12) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an NOx : 200 (13) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. NOx : 120</p>
<p>Constats :</p> <p>La puissance totale de l'installation 2910 étant supérieure à 10 MW et la chaudière (générateur à tubes fermés), dont la puissance représente plus de 50 % de la puissance totale de l'installation 2910, ayant été mise en service entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, les VLE applicables sont :</p> <p>NOx : 150 mg/Nm³.</p> <p>Cette VLE est égale à celle fixée par l'arrêté préfectoral du 22/04/2009 modifié.</p> <p>Les concentrations mesurées en NOx dans les rejets de la chaudière GN sont inférieures à la VLE de 150 mg/Nm³ pour les deux contrôles réglementaires examinés en séance, réalisés avant le 1er janvier 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : VLE Chaudières à compter du 01/01/2025

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Décla AVANT 01/01/2014 - Pt >5MW - > 500h/an – à compter du 01/01/25</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p>

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; [...]

Polluants : SO₂ (mg/Nm³) / NO_x (mg/Nm³) / Poussières (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)

Biomasse solide :

P ≥ 5 : 200 / 650 / 50 / 250

Autres combustibles solides :

P ≥ 5 : 1 100 / 550 / 50 / 200

Fioul domestique :

P ≥ 5 : - / 150 (3) / - / 100

Autres combustibles liquides :

5 ≤ P < 10 : 350 / 550 / 30 / 100

P ≥ 10 : 350 / 500 (1) / 30 / 100

Gaz naturel, Biométhane :

5 ≤ P < 10 : - / 150 / - / 100

P ≥ 10 : - / 120 (2) / - / 100

Gaz de pétrole liquéfiés :

P ≥ 5 : 5 / 150 / - / 100

Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm³)

(1) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 550

(2) Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO_x : 150

(3) Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an. NO_x : 200

Constats :

La puissance totale de l'installation 2910 étant supérieure à 10 MW et la chaudière (générateur à tubes fermés), dont la puissance représente plus de 50 % de la puissance totale de l'installation 2910, ayant été mise en service entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, les VLE applicables sont depuis le 1er janvier 2025 :

NO_x : 150 mg/Nm³

CO : 100 mg/Nm³.

Les concentrations mesurées lors du contrôle réglementaire présenté en séance, réalisé après le 1^{er} janvier 2025, sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10

Thème(s) : Actions nationales 2025, Action si non respect VLE

Prescription contrôlée :

En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.

Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8

du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4,6.2.5,6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.
Constats : Sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air
Prescription contrôlée : I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection les trois derniers rapports de contrôle réglementaire des émissions atmosphériques de sa chaudière ; la fréquence de contrôle minimale de 2 ans est respectée. La société APAVE - agence de Marseille - qui a réalisé le dernier contrôle réglementaire (février 2025) - est dûment agréé par le ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques (cf. arrêté ministériel du 4 décembre 2024 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère) pour les mesures suivantes réalisées sur site : <ul style="list-style-type: none"> • Agrément 11 - mesure in situ des NO_x ; • Agrément 12 - mesurage in situ du monoxyde de carbone (CO) ;

- Agrément 13 - mesurage in situ de l'oxygène ;
- Agrément 14 - Mesurage in situ de la vitesse et du débit-volume ;
- Agrément 15 - mesurage in situ de la teneur en vapeur d'eau.

Les mesures du débit rejeté et des teneurs en O₂, NO_x et CO contenus dans les gaz rejetés, telles que réalisées par APAVE (rapport de contrôle réglementaire n°134770389-001-1 du 26/02/2025), répond aux prescriptions susvisées ; compte tenu du combustible utilisé (GN), la mesure des poussières et des oxydes de soufre n'est pas exigé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V

Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation

Prescription contrôlée :

V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.

Constats :

L'Inspection a examiné le rapport de contrôle réglementaire n°134770389-001-1 du 26/02/2025 (intervention sur site le 25/02/2025) et constate que :

- les normes de mesures suivantes ont été suivies par l'organisme de contrôle et sont conformes aux recommandations de l'avis du 11/04/2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement :
 - CO : NF EN 15058 (mars 2017) ;
 - NO_x : NF EN 14792 (février 2017) ;
- le nombre et la durée des mesurages sont conformes à celles décrites dans la norme NF X 43-551, à savoir :
 - 30 min au moins de prélèvement pour les polluants gazeux ;
 - 3 mesurages au minimum.
- les conditions de fonctionnement de la chaudière sont renseignées dans le rapport de contrôle ; elles correspondent à des conditions représentatives du fonctionnement normal de l'appareil de combustion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Évaluation de la conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE
Prescription contrôlée : VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Constats : L'Inspection a examiné le rapport de contrôle réglementaire n°134770389-001-1 du 26/02/2025 (intervention sur site le 25/02/2025) et constate que les résultats des trois mesurages, réalisés pour les NOx et CO, respectent les VLE applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
Prescription contrôlée : I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.
Constats : Sans objet : pas de dispositif de traitement des fumées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
Constats : L'Inspection a consulté le livret de chaufferie. Aucune remarque particulière à formuler.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Efficacité énergétique(optionnel)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection les trois derniers rapports de contrôle de l'efficacité énergétique, réalisés par l'APAVE - agence de Marseille : <ul style="list-style-type: none">• rapport n°134770390-001-1 du 26/02/2025 ;• rapport n°100059366-001-1 du 16/03/2023 ;• rapport n°11865455-001-2 du 22/02/2021. Le rendement à atteindre est de 90 %, d'après l'article R. 224-23 du Code de l'Environnement. Pour les trois contrôles vus en séance, le rendement minimal est atteint. NB : la valeur du rendement minimal à atteindre, retranscrite dans les rapports est erronée (88 % au lieu de 90 %). Par courriel du 14/03/2025, l'exploitant indique à l'Inspection que le rendement réglementaire a été corrigé par l'APAVE.
Type de suites proposées : Sans suite